

Soirée festive vendredi 27/11 au squat 46 rue de St Ouen

organisée par l'Assemblée Générale de lutte contre toutes les expulsions

20h30 : Bouffe
Animations
Concerts avec...

PONEY CREVÉ
(ROCK)

LES FRÈRES NARPI
(CHANSONS FRANÇAISES / MANOUCHE)

L'AG de lutte contre toutes les expulsions est un collectif constitué en 2013 suite à la multiplication des expulsions des centres d'hébergement d'urgence, due au manque de budgets alloués par l'Etat. Face à cette situation, nous avons décidé de nous organiser collectivement de manière indépendante entre expulsé-e-s et personnes solidaires afin de lutter par l'action directe contre ces politiques anti-sociales, la spéculation immobilière et la xénophobie d'Etat. Nous ne sommes ni une organisation caritative, ni un relais de l'Etat et de la préfecture. Notre action passe aussi bien par des occupations/perturbations d'institutions et grands propriétaires qui participent au maintien de gens à la rue, que par le squat de lieux inoccupés et habitables.



Contact : ag-contre-expulsions@mailoo.fr

LE LOGEMENT N'EST PAS UNE MARCHANDISE!

Face à la médiatisation massive d'afflux de personnes fuyant leur pays d'origine, les membres de l'Union Européenne se voient « forcés » de s'intéresser à la fameuse « crise des migrants ». Comme si il était nouveau qu'il y ait des morts aux frontières de l'Europe forteresse ! **En 15 ans, ce ne sont pas moins de 22 000 migrant-e-s qui sont mort-e-s en tentant de rallier l'Europe,** principalement en Méditerranée, sans compter les disparu-e-s...

Alors que les principaux Etats européens (France, Allemagne, etc.) se posent comme les garants internationaux de la défense des réfugié-e-s et de la dignité humaine, ce sont ces mêmes Etats qui soutiennent les dictatures locales et qui multiplient les opérations de chasse aux migrant-e-s...



En effet, les pays européens sous-traitent le contrôle de leurs frontières extérieures à une mini armée semi-privée, Frontex, et lui attribuent des moyens considérables, tant financiers (114 millions € en 2015), que matériels et humains. Quelque soit le supposé statut des migrant-e-s, réfugié-e-s ou non, tout est mis en œuvre pour maintenir ces populations à l'écart. Ainsi, en 1 an, 2 opérations successives de « contrôles renforcés » (Mos Maiorum, Amberlight) ont eu lieu dans les gares, les rues... partout dans nos villes. En réalité, il s'agissait de véritables chasses aux sans-papiers auxquelles étaient allouées des budgets colossaux.

Pourquoi les « socialistes » ont-ils attendu pour proposer l'accueil de 24 000 réfugié-e-s en France et l'augmentation des budgets alloués à l'hébergement, alors que depuis des années la situation est critique ? Ces « mesures » apparaissent dérisoires comparées aux 66 milliards d'€ de cadeaux fiscaux au patronat. Il ne s'agit que d'une vitrine humanitaire utilisée par ces technocrates afin de répondre à cet engouement médiatique, et ce à quelques mois des élections régionales.

Plus localement, le maire de Caen, Joël Bruneau (Les Républicains), se dit "complètement d'accord pour que la France accueille des réfugiés et Caen participera à l'effort collectif pour accueillir les personnes persécutées" (Ouest-France, 04/09/2015) alors que c'est ce même maire qui a assigné au tribunal le squat de la Guérinière et a demandé une expulsion immédiate en juillet dernier...

Des logements vides, il y en a : ce serait plus de 5000 logements actuellement rien que pour la ville de Caen. Depuis 2 ans, nous avons successivement occupé 9 lieux. Comme à son habitude, leur justice a privilégié le droit à la propriété au droit au logement et a ordonné l'expulsion de 7 de ces lieux. Avec le squat de St Ouen, deux autres squats restent à Fleury (délai juridique obtenu jusqu'en décembre 2015) et à la Guérinière (délai jusqu'en août 2016).

Régularisation de toutes et tous les sans-papiers !